

Perspectives financières de 2003-2004

À l'heure actuelle, le déficit de l'Ontario devrait s'élever à 5 621 millions de dollars en 2003-2004. Les perspectives financières actuelles établies pour l'exercice 2003-2004 tiennent compte des modifications apportées au traitement comptable de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, conformément aux Comptes publics de 2002-2003, qui ont été publiés récemment, et aux recommandations du rapport Peters, et des incidences des dernières mesures qu'a annoncées le gouvernement relativement aux recettes et aux dépenses.

En 2003-2004, les recettes totales devraient s'élever à 69 532 millions de dollars, soit 923 millions de dollars de plus qu'en 2002-2003. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des paiements de transfert du gouvernement fédéral et au faible accroissement des recettes fiscales. Cependant, la diminution des recettes des entreprises publiques et des autres recettes non fiscales contrebalance en partie cette augmentation.

Les dépenses totales en 2003-2004 devraient atteindre 75 153 millions de dollars, une augmentation de 6 661 millions de dollars par rapport au niveau de 2002-2003, qui se chiffrait

à 68 492 millions de dollars. Cette hausse résulte surtout de l'augmentation des dépenses dans les domaines des soins de santé, de l'éducation, de l'enseignement postsecondaire et des infrastructures.

Perspectives financières de 2003-2004 (en millions de dollars)

	Chiffres réels 2002-2003	Perspectives 2003-2004	Variation	
			En millions de dollars	En pourcentage
Recettes	68 609	69 532	923	1,3
Dépenses				
Programmes	56 922	62 554	5 632	9,9
Immobilisations	1 876	2 574	698	37,2
Intérêt sur la dette	9 694	10 025	331	3,4
Total des dépenses	68 492	75 153	6 661	9,7
Excédent/(Déficit)	117	(5 621)	(5 738)	--

Nota : Conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait maintenant l'objet d'une consolidation proportionnelle.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Équilibre budgétaire : Incidence de la croissance des dépenses

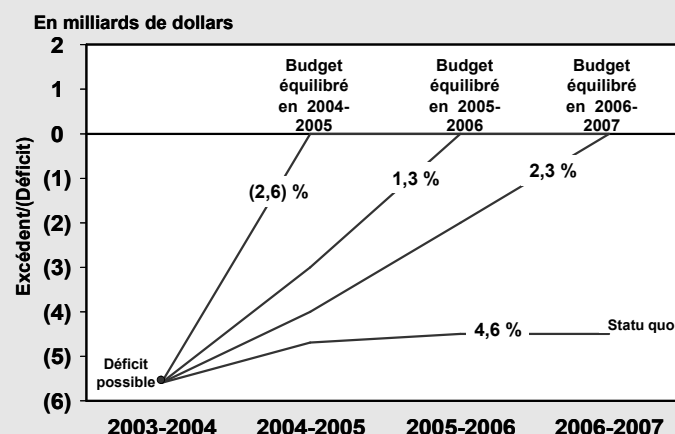
La croissance des recettes causée par une économie florissante ne suffira pas à équilibrer le budget si la croissance des dépenses se poursuit au rythme actuel. Le scénario fondé sur le statu quo suppose une croissance des dépenses totales d'environ 4,6 % en moyenne, selon les tendances de la croissance notées au cours des cinq dernières années, et les frais d'intérêt sur la dette associés aux déficits affichés. Le déficit fondé sur le statu quo demeurerait à environ 4,5 milliards de dollars pour les trois prochains exercices à moins que la croissance des dépenses ne soit freinée. Le graphique montre que, compte tenu de l'aperçu actuel des recettes à moyen terme, il faudrait réduire les dépenses pour équilibrer le budget d'ici 2004-2005 ou diminuer considérablement leur taux de croissance pour parvenir à l'équilibre budgétaire d'ici 2005-2006 ou 2006-2007.

Pour équilibrer le budget en 2004-2005, les dépenses totales devraient en fait diminuer de 2,6 % par rapport au niveau projeté de 2003-2004, en excluant l'incidence des dépenses de 720 millions de dollars liées au SRAS en 2003-2004. Les dépenses provinciales ont diminué une seule fois d'une année à l'autre au cours des dix dernières années. Elles ont affiché une baisse de 3,3 % en 1996-1997.

Il sera possible d'équilibrer le budget en 2005-2006 ou en 2006-2007 dans la mesure où la croissance des dépenses sera plus modérée qu'au cours des dernières années. Pour parvenir à l'équilibre budgétaire d'ici 2005-2006, la croissance des dépenses devrait s'établir à au plus 1,3 % en moyenne pour les deux prochains exercices. Cependant, pour que le budget soit équilibré en 2006-2007, la croissance des dépenses ne devrait pas dépasser en moyenne 2,3 % par année pendant trois ans.

Le gouvernement a indiqué qu'il mènera des consultations à grande échelle auprès des intéressés, dont le public, sur les mesures à prendre pour faire face aux défis qu'il aura à relever sur le plan financier. En outre, le gouvernement examinera toutes les sources de recettes non fiscales pour consolider la base de recettes afin de financer la transformation des principaux services gouvernementaux. Le gouvernement est déterminé à remettre de l'ordre dans les finances de l'Ontario, de manière à pouvoir offrir les services de santé, d'éducation et autres auxquels les Ontariennes et Ontariens s'attendent

Taux maximal d'augmentation des dépenses en vue de l'équilibre budgétaire



Source : ministère des Finances de l'Ontario.

tout en s'assurant de vivre selon ses moyens. Seule l'élimination du déficit permettra d'assurer la pérennité des programmes et des services de l'Ontario et leur financement adéquat à long terme.

Ces scénarios financiers illustrent les divers choix difficiles qui s'offrent au gouvernement pour équilibrer le budget. Toutefois, il faut préciser que ces scénarios reposent uniquement sur des hypothèses de planification qui pourraient être modifiées considérablement en raison de décisions prises par le gouvernement ou de conseils reçus par ce dernier, y compris ceux qui lui seront fournis lors du prochain processus de consultation. On prévoit que, à la suite de ce processus, le résultat final pourrait différer sensiblement des scénarios décrits.

Points saillants de l'économie

(Moyenne annuelle, en pourcentage)

	2001	2002	2003p	2004p	2005p	2006p
Croissance du PIB réel	1,8	3,6	1,7	3,1	3,6	3,3
Taux de chômage	6,3	7,1	7,0	7,0	6,5	6,4
Inflation de l'IPC	3,1	2,0	2,6	1,5	1,8	2,0

p = moyenne des prévisions du secteur privé.

Nota : Le nombre de prévisionnistes passe de 10 en 2003 à 4 en 2006.

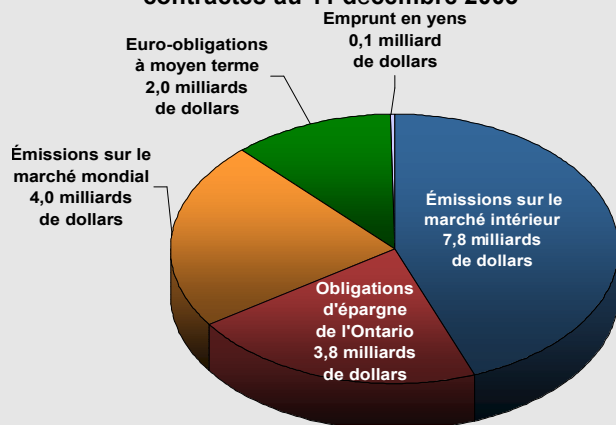
Sources : Statistique Canada et enquête sur les prévisions (10 décembre 2003) du ministère des Finances de l'Ontario.

Mise à jour sur le programme d'emprunt

- En date du 11 décembre 2003, l'Office ontarien de financement (OOF) avait mobilisé 13,6 milliards de dollars de l'emprunt à long terme sur les marchés publics que le gouvernement provincial avait prévu en 2003-2004 et qui s'élevait à 18,2 milliards de dollars et 4,0 milliards sur les 4,5 milliards de dollars dont la SFIEO a besoin.
- Le marché canadien a été la principale source de financement de la province et de la SFIEO en 2003-2004. On y a mobilisé au total 11,5 milliards de dollars, notamment à l'aide des mesures suivantes : sept émissions consortiales sur le marché intérieur; 27 émissions structurées par l'entremise du programme de billets à moyen terme sur le marché intérieur; deux émissions d'obligations; la neuvième campagne annuelle de vente d'Obligations d'épargne de l'Ontario.
- Bien que la majorité des emprunts aient été contractés sur le marché canadien, l'Ontario a diversifié avec succès ses sources de financement en accédant aux marchés internationaux.
- Depuis le 31 mars 2003, la province a émis sa première obligation en euros sur le marché mondial, trois obligations en dollars américains sur le marché mondial, cinq euro-obligations à moyen terme en dollars canadiens et quatre euro-obligations à moyen terme en dollars australiens, en dollars de Hong Kong, en francs suisses et en yens japonais. La province a également contracté un emprunt en yens japonais.

Emprunts à long terme sur les marchés publics en 2003-2004

17,6 milliards de dollars canadiens contractés au 11 décembre 2003*



*Ne comprend pas les rachats de titres de créance. Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments en raison de l'arrondissement des chiffres.

Sommaire financier

Programme d'emprunt de 2003-2004

Chiffres consolidés - Province et SFIEO	(en milliards de \$)	
Déficit	5,6	
Redressements pour :		
les éléments sans effet sur la trésorerie compris dans le déficit	0,9	
l'amortissement des immobilisations corporelles	(0,8)	
Acquisition d'immobilisations corporelles	1,5	
Dette arrivant à échéance :		
Province*	9,8	
SFIEO	3,5	13,3
Rachats de titres de créance	1,1	
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(0,2)	
(Diminution)/Augmentation des espèces et des quasi-espèces	(2,0)	
(Augmentation)/Diminution des emprunts à court terme	(0,3)	
(Autres sources)/Utilisations des espèces	3,6	

Emprunts à long terme sur les marchés publics 22,7

* Le montant de la dette arrivant à échéance est inférieur de 0,3 milliard de dollars, car la date d'échéance de ce dernier montant a été reportée.

Mise à jour sur les emprunts (en milliards de dollars)	Contractés	Restant	Total
Province	13,6	4,6	18,2
SFIEO	4,0	0,5	4,5
Total	17,6	5,1	22,7

Nota : En date du 11 décembre 2003. Conformément au traitement comptable des données dans les Comptes publics de 2002-2003, le programme d'emprunt de la SFIEO a été consolidé avec celui de la province.

- Les utilisations d'espèces de 3,6 milliards de dollars comprennent un montant de 2,2 milliards de dollars pour le remplacement des dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario au moment de sa vente; 1,2 milliard de dollars aux fins de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; et une injection de capitaux de 1,0 milliard de dollars dans l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités, qui a été contrebalancée par la somme de 0,8 milliard de dollars provenant de la perception d'effets à recevoir de Hydro One et de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité.
- Outre les emprunts et les rachats de titres de créance indiqués dans le tableau, la province a racheté des titres d'une valeur de 0,4 milliard de dollars et les a remplacés par des titres de valeur similaire émis à des taux plus favorables.

Dette nette

- Dette nette réelle au 31 mars 2003 : 132,6 milliards de dollars.
- Dette nette prévue au 31 mars 2004 : 139,0 milliards de dollars.

Ces données sont présentées à titre d'information uniquement et ne constituent ni une offre de vente ni un démarchage de valeurs mobilières. Elles n'ont été approuvées par aucun organisme de réglementation des valeurs mobilières et la décision d'acheter des valeurs ne doit pas être prise uniquement en fonction de ces données. Il peut y avoir des erreurs ou des omissions attribuables à la conversion électronique, au téléchargement ou à des modifications non autorisées. Même si, au moment de les rendre publiques, ces données étaient jugées fiables à ce jour, **RIEN NE GARANTIT QUE LE PRÉSENT DOCUMENT OU LES RENSEIGNEMENTS QU'IL CONTIENT SONT EXACTS OU COMPLETS.**